Burundi : un ministre assassiné, une première en deux ans de crise

@rib News,Â 02/01/2017Â - SourceÂ AFP Le ministre burundais de l'Environnement a Ã©tÃ© tuÃ© par balle, dimanche matin dans la capitale Bujumbura, devenant le premier membre du gouvernement Ã Ãªtre assassinÃ© depuis que le Burundi a plongÃ© dans une grave crise politique il y a prÃ¨s de deux ans. Cette crise a Ã©tÃ© provoquÃ©e par la volontÃ© du prÃ©side Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat et sa rÃ©Ã©lection controversÃ©e en 2015. Le meurtre du ministre, Emmanuel Niyonkuru, intervient quelques jours aprÃ¨s que M. Nkurunziza eut annoncÃ© qu'il pourrait se prÃ©senter de nouveau en 2020.Â [PhotoÂ : Conseil des ministres.]

M. Niyonkuru, 54 ans, ministre de l'Eau, de l'Environnement et de la Planification, a Ã©tÃ© "tuÃ© par un homme armÃ© d'une arme Ã feu, alors qu'il se rendait Ã son domicile (dans le quartier de) Rohero, vers 00h45", selon un tweet du porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye. Le porte-parole a ajoutÃ© qu'une femme avait Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e aprÃ¨s cet "assassinat" mais sans prÃ©ciser d'autres circonstances. Sur Twitter, le prÃ©sident Nkurunziza a prÃ©sentÃ© ses condolÃ©ances "Ã la famille d la victime et Ã tous les Burundais", affirmant que ce crime ne resterait pas impuni. Au moins 500 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es et 300.000 ont choisi l'exil depuis le dÃ©but de la crise provoquÃ©e par la candidature de M. Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat en avril 2015. En dÃ©cembre, la ligue Iteka, organisation membre de la FÃ©dÃ©ration internationale des droits de l'homme (FIDH), a dÃ©noncÃ© une "recrudescence" au cours des trois derniers mois des arrestations et disparitions d'opposants, ainsi que le climat de "peur gÃ©nÃ©ralisÃ©e" instaurÃ©, selon elle, par les autoritÃ©s. Vendredi, le prÃ©sident Nkurunziza a pris le risque d'aggraver cette crise en suggÃ©rant qu'il pourrait se prÃ©senter Ã la prochaine prÃ©sidentielle de 2020. "Le peuple peut dÃ©cider chaque fois quâ€™il le dÃ©sire (de rÃ©former) la Constitution", a-t-il expliquÃ©, suggÃ©rant a qu'il Ã©tait prÃªt Ã rÃ©viser l'actuelle Constitution qui prÃ©voit que le chef de lâ€™Ã‰tat "est Ã©lu au suffrage universel direct mandat de cinq ans renouvelable une fois". Des divergences d'interprÃ©tation sont Ã l'origine de la crise actuelle. M. Nkurunziza avait Ã©tÃ© Ã©lu une premiÃ¨re fois par le Parlement en 2005, dans le cadre d'un mÃ©canisme de sortie de la guerre civile de 1993-2006 prÃ©vu par l'accord d'Arusha (2000), puis une deuxiÃ¨me fois au suffrage universel en 2010. - Le rÃ©gime resserre son emprise - Il considÃ¨re que son premier mandat ne compte pas, ce qui l'a autorisÃ© Ã se reprÃ©senter fin avril 2015 Ã un troisiÃ¨me mandat, avant d'Ãªtre rÃ©Ã©lu en juillet. L'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une pa de son camp ont au contraire jugÃ© ce troisiÃ¨me mandat contraire Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha, prÃ©cipitant le pays dans une grave crise. Si M. Niyonkuru est le premier ministre Ã Ãªtre assassinÃ©, d'autres personnalitÃ©s du rÃ©gime ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© visÃ©es. Le gÃ©nÃ©ral Adolphe Nshimirimana, considÃ©rÃ© comme le bras droit du prÃ©sident Nkurunziz en aoÃ»t 2015. PrÃ¨s d'un an plus tard, une ancienne ministre et porte-parole du gouvernement, Hafsa Mossi, a Ã©galement Ã©tÃ© tuÃ©e par balle dans sa voiture. D'autres attentats n'ont pas rÃ©ussi. En novembre, le responsable de la communication prÃ©sidentielle, Willy Nyamitwe, a Ã©chappÃ© Ã une embuscade tendue par un groupe d'hommes armÃ©s Ã Bujumbura. En avril, le ministre des droits de l'homme, Martin Nivyabandi, et sa femme ont Ã©tÃ© blessÃ©s dans un attentat Ã la grenade Ã la sortie d'une Ã©glise. L'assassinat du ministre de l'Environnement intervient aussi dans le contexte d'un resserrement du contrÃ´le exercÃ© par le rÃ©gime. Vendredi, les dÃ©putÃ©s ont adoptÃ© un projet de loi visant Ã mettre fin " dÃ©sordre et la confusion" dans le domaine des ONG internationales, accusÃ©es de soutenir l'opposition et alimenter l'insurrection, en imposant un contrÃ´le strict de leurs finances et projets. Le Burundi s'est aussi engagÃ© en octobre dans un processus de retrait de la Cour pÃ©nale internationale (CPI) qui enquÃªtait sur les accusations de graves abus contre le gouvernement. Un rapport de l'ONU publiÃ© le mois prÃ©cÃ©dent accuse Bujumbura d'Ãªtre responsable de graves violations des droits de l'homme et a mis en garde contre de possibles "crimes contre l'humanitÃ©" et un "grand danger de gÃ©nocide".

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});